

DEVELOPPEMENT DURABLE :
LEURRE
OU
MYSTIFICATION DELIBEREE ?

**« Prime non nocere »
(Avant tout, ne pas nuire)**

NOTA :

Ce document est le résultat d'une analyse personnelle et de « copiés-collés » en accord avec ma vision des sujets abordés.

**Thierry LAMIREAU
(Réalisateur du film URANIUM EN LIMOUSIN)**

**« Méfions-nous de ceux
qui *aujourd'hui*
se présentent en
gestionnaires rigoureux
pour *demain*
alors que nous devons
faire face à leur
catastrophique
imprévoyance d'*hier*. »**

Thierry LAMIREAU

(Conférence de presse en 1993-LIMOGES)

1. INTRODUCTION :

L'évolution de l'Homme

La planète est un lieu clos

La menace ne vient pas de l'extérieur

La terre, comme la mer, est malade de l'Homme

2. DEVELOPPEMENT DURABLE :

LEURRE OU MYSTIFICATION DELIBEREE ?

Les contradictions du Développement Durable

Répartition des richesses et surdéveloppement

Une Société durable

Le compromis du Développement Durable

Foncer droit dans le mur

Evoluer rapidement vers un type de Société écologique et « durable »

3. CAISSES DE L'ETAT ET ECOLOGIE

ENVIRONNEMENT ET SECURITE ROUTIERE

DEVELOPPEMENT DURABLE...

PETIT CLIN D'ŒIL POUR CHERCHER L'ERREUR

4. LA CROISSANCE ET LES EXPERTS :

La croissance

Les experts

La privatisation de la parole du citoyen

5. LE PRINCIPE DE PRECAUTION :

Le Principe de Précaution et son concept

La Société du risque

6. DEVELOPPEMENT DURABLE ET ENERGIES RENOUVELABLES :

Dynamiques de développement diverses

Un décalage entre Objectifs et Moyens

La malhonnêteté du Développement Durable

On n'a pas le choix

Le but

7. LES ENERGIES RENOUVELABLES ET LE LEURRE DES ECOLOGISTES :

Un excès de valeurs numériques

La vérité des faits donnée par la comparaison

Les économies d'énergie et les écologistes

8. LES DEGÂTS FINANCIERS DU NUCLEAIRE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE :

Rappeler des faits incontournables

Superphénix / Le système EURATOM et la recherche

Le projet EPR

Les dépenses pour l'armement nucléaire français

Investir dans le nucléaire c'est hypothéquer le présent et l'avenir

9. LES LIENS ENVIRONNEMENT-SANTE **POUR UNE SOCIETE ECOLOGIQUE ET DURABLE :**

Préambule : un survol des nuisances chimiques

Le désengagement de l'Etat

Une économie utile à la Santé et aux biens

Une « chosification » de l'individu

Une recherche étroite évince l'Observatoire Clinique, l'innovation méthodologique
et les déterminants nouveaux des maladies

La santé se dégrade

Pourquoi cette dégradation ?

Les réponses proposées

L'information partielle des populations

Quelques exemples de désinformation

10. EFFETS DES POLLUTIONS SUR LE VIVANT :

Une action qui s'opère en trois étapes

Une interférence dangereuse et insidieuse

11. LES POLLUANTS SE POTENTIALISENT A DES **CONCENTRATIONS TRES INFERIEURES AUX NORMES :**

Les risques existent à court et long termes

Les risques existent quel que soit le climat ou la génétique des populations

Les polluants présentent plusieurs modes d'action

12. POLLUTION DE L'EAU, DES SOLS ET DES ALIMENTS :

Polluants issus de la pollution passive des sols cultivés

Les transports

Les chauffages urbains et les centrales thermiques

Les incinérateurs

Les boues résiduelles de l'épuration des eaux

Les décharges

Les rejets industriels directs, les entrepôts chimiques, les sites radioactifs

Les engins agricoles motorisés

Polluants issus de l'agriculture intensive

Polluants issus du traitement médicamenteux des animaux

Polluants issus des pratiques de l'industrie agro-alimentaire

Polluants issus des risques de la Transgénie

Polluants issus des risques liés aux industries des emballages

Polluants issus des innovations de l'Industrie Ménagère

Les médicaments et les Alicaments

Le déficit généralisé en Magnésium des sols et des plantes

13. LA POLLUTION DE L'AIR :

Des milliers de polluants dans l'air extérieur

Les polluants industriels

Les polluants liés aux transports

Des polluants dans l'air intérieur

La cigarette et ses composés radioactifs

Le gaz radioactif RADON

Le « développement Durable » est une vaste tromperie

14. UN RISQUE ESSENTIEL : LA CATASTROPHE NUCLEAIRE :

Parler de « Développement Durable » est un leurre

15. ACCEPTER LE CONCEPT DU « DEVELOPPEMENT DURABLE »

C'EST ACCEPTER LES RISQUES :

Comment définir l'acceptabilité du risque ?

Des arguments pour l'acceptabilité de la suppression du risque anthropique

Des techniques encouragées par la dégradation continue de la Santé

16. CONCLUSION :

Sortir rapidement du nucléaire

Développer la Recherche Environnementale en France

Il faut inventer des techniques propres

17. DEPUIS LES ANNEES 1800 : LES RAVAGES DU CAPITALISME

18. LES RICHES / LES PAUVRES

19. LES CONTRADICTIONS DE NOTRE SOCIETE :

Il faudrait changer nos rapports à l'argent, au pouvoir et au temps

20. BIBLIOGRAPHIE / REFERENCES / EXTRAITS DE TEXTES

DEVELOPPEMENT DURABLE :

LEURRE

OU

MYSTIFICATION DELIBEREE ?

« Prime non nocere » (avant tout, ne pas nuire)

1) Introduction

L'évolution de l'Homme

Il y a plus de deux millions d'années, à l'époque des premiers balbutiements humains, l'« Homo Erectus » était déjà prédateur. Il pêchait, chassait, cueillait. Il consommait par jour, pour équilibrer ses besoins, entre deux et trois mille calories. A peine avait-il le temps de contempler ses fils, leur enseigner les principes indispensables de survie, dans un monde particulièrement hostile, qu'il était temps de partir, emporté par les carences alimentaires, les accidents de chasse ou par la maladie.

Deux millions d'années ont passé. Sa consommation quotidienne n'est plus de trois mille calories mais de 230 000 calories ! Chaque homme de l'hémisphère nord possède plus de 120 « esclaves » qui travaillent pour lui, nuit et jour, pour chauffer sa maison, l'éclairer, le conduire à son travail, pousser sa voiture ou le faire changer de continent.

Il y a deux millions d'années, il faisait du feu en cognant des silex ferrugineux. Désormais il fait du feu en cognant des atomes...

La planète est un lieu clos

Les faits sont simples et brutaux : nous sommes tous des prisonniers d'une planète, petite, de 40 000 km de circonférence, évoluant à 30 km à la seconde autour d'un petit soleil de notre galaxie. C'est lui qui nous donne chaleur et pitance, par l'intermédiaire de la chlorophylle, dont le rendement est bien faible puisqu'il n'est que de 1 %...

La menace ne vient pas de l'extérieur

L'Humanité est une espèce très jeune comparée à d'autres espèces animales.

Rien ne garantit pourtant qu'elle ait la durée devant elle, depuis HIROSHIMA / NAGASAKI, elle s'est en effet constituée en sujet négatif de sa propre histoire en se donnant les moyens de s'autodétruire.

En ce début de millénaire, cette autodestruction peut prendre diverses formes. Outre les armes de destruction massive, il y a les risques de dégradation écologique ou encore l'usage incontrôlé de la révolution du vivant : l'Humanité est en train d'acquérir la capacité de sa propre mutation en tant qu'Espèce. La menace ne vient donc pas de l'extérieur.

La terre, comme la mer, est malade de l'Homme

L'option de l'opulence et de l'insolent égoïsme d'une génération sourde et aveugle qui laisse aux suivantes le soin de vider ses poubelles pleines et empoisonnées, ne peut durer qu'un temps.

La fonte actuelle de la calotte glaciaire, les pluies acides, la disparition de la couche d'ozone déjà largement trouée aux pôles, l'empoisonnement des mers, des rivières et de la terre ne sont plus des perspectives d'hier. Aujourd'hui meurent régulièrement et irrémédiablement des millions de plantes, d'arbres et d'animaux. La terre, comme la mer, est malade de l'homme.

2) Développement Durable :

Leurre ou mystification délibérée ?

Les contradictions du Développement Durable

Depuis quelques années, lorsque l'on parle d'environnement ou d'économie, l'expression « Développement Durable », lancée en 1992 au Sommet de RIO, revient très souvent...et même de plus en plus souvent.

Aujourd'hui tout le monde parle de « Développement Durable ».

En France, il y a même un « Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable » !

Ce qui est une pure idiotie et hypocrisie puisqu'à mes yeux un Ministère ne peut à la fois être celui d'une Science (l'Ecologie) et d'une contradiction (le Développement Durable).

L'expression figure à l'article 1 de la Loi du 2 février 1995 relative au renforcement de la Protection de l'Environnement et une « Commission du Développement Durable » a été instituée par le décret du 29 mars 1993.

Si cette expression peut convenir à la rigueur pour les pays dits « sous-développés » (ou en voie de développement), elle semble inadéquate pour les pays industrialisés comme la France.

En effet, les deux termes « développement » et « durable » sont contradictoires.

Dans un monde fini (espace non extensible, ressources en grande partie non renouvelables, capacités de régénération limitées), le développement, au sens économique du terme, c'est-à-dire l'accroissement de la production de richesses, ne peut pas être infini et ne peut donc pas « durer » perpétuellement.

Il dépend, en effet, des ressources de la planète. Lorsque celles-ci auront été totalement épuisées, le développement s'arrêtera. Il est d'ailleurs préférable de ne pas en arriver là !...

Répartition des richesses et surdéveloppement

Les pays industrialisés comme la France sont des pays dits « développés » qui n'ont pas besoin de « développement » supplémentaire.

Par rapport aux ressources de la Terre et à l'état dans lequel se trouvent les pays pauvres, on peut estimer que la France est même un pays surdéveloppé, c'est-à-dire qui a tiré et tire sa richesse d'une exploitation très excessive de la planète, et en particulier des ressources des pays non développés.

Si l'ensemble des êtres humains de la Terre avaient notre niveau de vie, la planète ressemblerait à un champ de ruine et les fondements même de la vie seraient menacés.

Le problème des pays riches n'est donc pas de se développer économiquement mais de mieux répartir les richesses produites entre tous les habitants, ce qui est un problème politique et social.

Une Société durable

Le développement ne pouvant être « durable » ni même souhaitable pour les pays déjà développés, on devrait plutôt parler d'économie durable ou peut-être de « Société Durable ». On pourrait penser qu'il ne s'agit que d'un problème de vocabulaire très secondaire, ou d'une maladresse d'expression qui ne change rien au fond des choses. Tel n'est pas mon avis. Les mots que l'on emploie ne sont jamais le fruit du hasard surtout lorsqu'ils sont employés par des membres de grandes instances internationales ou par ceux de multinationales.

Le compromis du Développement Durable

L'expression « Développement Durable » a d'abord été utilisée par les gouvernements et les politiques ; elle fait d'ailleurs toujours partie du langage officiel et administratif.

Rien de plus normal car le premier terme correspond à l'idéologie dominante dans les pays occidentaux riches, celle d'une économie en expansion continue et d'un progrès matériel infini, tandis que le second terme atténue le premier en traduisant la relative prise de conscience des dégâts environnementaux et la nécessité de corriger le développement afin de le rendre moins agressif pour la planète.

Comme le disait l'ex Premier ministre Edouard BALLADUR à la Conférence Nationale de l'Environnement le 13 juin 1994 : « Le Développement Durable n'est pas antagoniste de l'impératif de croissance économique. »

Il s'agit, en fait, de trouver un compromis entre le développement économique (que l'on ne veut pas remettre en cause) et la protection de l'environnement. Ou plus exactement d'atténuer les effets les plus dévastateurs de ce système économique pour lui permettre de durer encore quelques dizaines d'années.

Foncer droit dans le mur

Le Développement Durable, c'est donc continuer à piller les ressources non renouvelables, à réduire la biodiversité, à polluer l'air, les eaux et les sols, à saccager les paysages, à modifier les climats, à disséminer des substances radioactives et chimiques, à désertifier des territoires de plus en plus vastes, mais...à un degré un peu moindre qu'autrefois, en prenant quelques précautions, en faisant en sorte de ne pas tout détruire tout de suite.

Bref, c'est continuer à foncer vers le mur mais en freinant un peu...

Evoluer rapidement vers un type de Société écologique et « durable »

Il est évident que, d'une part, la sauvegarde des richesses naturelles et la protection de notre santé et de notre cadre de vie, d'autre part la nécessaire élévation du niveau de la majorité des habitants de la Terre, imposent une autre vision des choses et une remise en cause autrement plus radicale de notre système de « développement économique ».

Il ne s'agit plus de corriger des erreurs (par exemple fermer les centrales nucléaires) ou d'atténuer des excès (par exemple réduire les fertilisants azotés pour diminuer le taux de nitrates dans les nappes phréatiques), mais d'évoluer très rapidement vers un type de société écologique et « durable ».

3) Caisses de l'Etat et écologie Environnement et sécurité routière Développement Durable...

Petit clin d'œil pour chercher l'erreur

Avant d'aller plus avant dans mon propos, veuillez accepter une petite démonstration très basique, très scolaire et néanmoins très sérieuse même si elle reste assez humoristique.

Sachant que rouler en feux de croisement (codes) entraîne une consommation électrique de 250 watts, générant une surconsommation de 0,1 à 0,2 litres aux 100 km, qu'il y a environ 30 millions de véhicules en France, roulant en moyenne 13000 km par an et consommant 0,2 litres de plus aux 100 km avec les codes allumés...cela fait 780 millions de litres de carburant à 1 euro le litre en moyenne sur lesquels l'Etat ponctionne 80% de taxes, on obtient une petite rentrée fiscale de 624 millions d'euros !

Est-ce vraiment pour la sécurité routière ? Qui sont les pigeons (voyageurs) ? Protège-t-on ainsi l'environnement ? Quel rapport avec le Développement Durable ?...

4. La croissance et les experts

La « croissance » et les « experts » sont deux termes à avoir en tête pour aborder le principe de Développement Durable.

La croissance

« Les hommes des pays riches n'ont qu'une obsession, la croissance, dont ils attendent, contre tout bon sens, la guérison de leurs maux, en particulier le chômage. C'est un retournement complet de nos objectifs qui s'impose. Ce retournement est si radical que sa seule évocation suscite le scepticisme. C'est impossible, se dit-on. Pourtant la nécessité en est évidente. »

(« Le Souci des Pauvres » par Albert JACQUARD / 1996)

Les experts

Actuellement la majorité des experts officiels peut tout aussi bien intervenir, au nom de l'Etat, pour émettre des avis dans le cadre de procédures réglementaires, pour inspecter des sites industriels ou définir les niveaux de risque pour la population et effectuer des prestations rémunérées pour des entreprises ou organismes sur lesquels ils ont des missions de contrôle !...

La privatisation de la parole du citoyen

En France, dès que l'on se trouve face à un sujet a priori compliqué, on a le réflexe d'installer une commission de sages. Or, ces commissions ne sont pas des lieux neutres : elles sont souvent « colonisées » par ces « experts » qui sont les porte-paroles de lobbies très influents. Après cela, on transforme le Parlement en simple chambre de ratification.

Résultat : les citoyens, comme certains Parlementaires, se sentent de plus en plus dépossédés.

On privatise la parole du citoyen et on s'éloigne de la démocratisation du débat. Il faudrait ouvrir la discussion et les décisions aux « profanes », aux citoyens afin d'accueillir enfin dans la démocratie des questions à fondement scientifique et éthique, uniquement réservées actuellement aux « spécialistes ».

5. Le Principe de Précaution

Le Principe de Précaution est un frein à l'innovation pour les différents lobbies industriels et une prudence nécessaire pour certains écologistes. Désormais le Principe de Précaution est inscrit dans « La Charte de l'Environnement » au préambule de la Constitution française.

Lors de la campagne présidentielle de 2002, le candidat Jacques CHIRAC s'était engagé à entériner des concepts tels que le Développement Durable, le droit de chacun à un environnement sain ou encore le Principe de Précaution.

A noter que le Président Jacques CHIRAC n'a pas appliqué les vœux du candidat Jacques CHIRAC...

Le Principe de Précaution et son concept

Le Principe de Précaution est un concept venu tout droit d'Allemagne (le Vorsorgeprinzip) qui autorise depuis 1976 les pouvoirs publics outre-Rhin à prendre toute mesure pour parer à d'éventuels risques sur l'environnement et la santé, et ce, même en cas d'incertitude scientifique...

La « précaution » a, depuis, été consacrée par le Droit International –dont la Déclaration de RIO de 1992– et européen, à commencer par le Traité de MAASTRICHT de 1992, puis celui de NICE de 2001. Elle est aussi entrée dans le Droit français, avec la loi BARNIER de 1995.

La société du risque

Nous sommes entrés dans ce que le sociologue allemand Ulrich BECK appelle « la Société du Risque », où les innovations techniques et scientifiques engendrent de plus en plus de situations d'incertitude et de menaces, qu'elles soient avérées ou hypothétiques.

Malgré des définitions et une jurisprudence précise on utilise la « précaution » comme une prévention ! En anglais, « caution » a un sens actif, alors qu'en français, précaution rime souvent avec frilosité !

La frilosité, voilà l'une des principales critiques avancées par les adversaires de l'article 5, scientifiques, industriels, assureurs ou représentants aujourd'hui du MEDEF relayés par une majorité de députés.

« Cela peut freiner les innovations scientifiques et par là même le développement économique de notre pays », dit Charles PINET de l'Académie de Médecine, qui s'est prononcée, comme celle des Sciences, contre l'inscription du Principe de Précaution dans la loi française...ce qui est, par essence, un véritable scandale puisque ces deux Académies ont vocation de protection des populations et non du système économique...

Mais il est vrai que certains de ces scientifiques travaillent pour les lobbies et des industriels très puissants.

Hubert REEVES, lui aussi scientifique, dit au contraire : « La fonction de la précaution n'est pas d'interdire mais de mieux protéger, de produire plus de connaissances pour permettre l'évaluation des risques. C'est même un encouragement à l'innovation puisqu'il contraint les scientifiques à développer d'autres technologies ! »

De plus, cela montre qu'il ne s'agit pas davantage, comme le répète le MEDEF, d'un principe antiéconomique puisqu'il incite à la recherche.

6. « Développement Durable » et énergies renouvelables

La demande mondiale en énergie va augmenter de 60% d'ici 2030.

De plus, arrive bientôt l'échéance prochaine de ce que l'on appelle le « Pick Oil » avant la dégringolade des réserves de pétrole.

En réalité, les énergies renouvelables ne sont là que pour « rester à la marge ». Toutes les Sociétés sont orientées vers le développement et notamment vers le développement de ressources énergétiques...vers le « développement à deux chiffres » comme le disent certains industriels et spéculateurs...

Des dynamiques de développement diverses

Actuellement, en France, il y a un recul de la part énergétique liée aux énergies renouvelables car il y a une demande en augmentation et pas de progression des systèmes mis en place.

Les pays européens sont malheureusement à des dynamiques de développement très diverses.

En Europe il y a une consommation de tonnes équivalent pétrole de 2 à 3, aux Etats-Unis de 8 et en Inde de...0,5 !

En outre, 90% des crédits de recherche en Europe vont au nucléaire et aux énergies non renouvelables.

Il faudrait parler rendement et coût des systèmes par rapport au nucléaire.

Par exemple, l'hydrogène et la pile à combustible ce sont des moyens et pas des sources !

A ce jour, les rendements sont mauvais ; de plus, l'on a besoin de gaz ou de nucléaire pour obtenir...de l'hydrogène !

Pour être objectif, il faut parler de rendement, de transport, de distribution et de stockage par rapport à une énergie donnée...et cela c'est oublié par de nombreuses personnes...

Un décalage entre objectifs et moyens

Il y a un décalage entre l'objectif et les moyens dans le texte de Loi sur l'Energie.

C'est un vœu expiatoire car la parole habituelle c'est : continuons comme en 1970 ! Tout le monde est d'accord (par rapport à une certaine énergie) à condition que cela ne se passe pas devant notre porte.

La malhonnêteté du Développement Durable

Energie renouvelable rime obligatoirement avec économie d'énergie. Sans implication de la population on n'ira pas loin à condition de ne pas culpabiliser le citoyen.

Il faut un peu d'énergie centralisée et un peu d'énergies décentralisées. Il faut une centralisation mais pas pour tout. Par exemple, l'habitat est un lieu à énergie positive puisque l'on peut jouer sur un panel varié avec, à la clef des économies d'énergie.

En France, le choix centralisé du « tout nucléaire » est une grave erreur qui nous coûtera cher un jour ou l'autre sur le plan énergétique, social, économique, environnemental et

surtout sanitaire si une catastrophe nucléaire se déclare sur un site français comme l'écrit « en interne » l'entreprise EDF elle-même...

Il faut être objectif : l'on a déjà des changements climatiques et une raréfaction des énergies non renouvelables. On ne peut parler, sans être malhonnête intellectuellement, de « Développement Durable. »

Maîtrise d'énergie signifie développement de toutes les énergies renouvelables et à hauteur identique de moyens et de développement.

Nous n'avons pas le choix

Est-ce que cela vaut le coup ?

Non seulement cela vaut le coup mais nous n'avons pas le choix.

L'énergie oui, mais pour quoi faire ?

Toutes ces questions sont à poser aussi bien pour le particulier, les industriels et le tertiaire.

Le but

Il faut donc une logique intégrée, locale et décentralisée pour certains éléments de production d'énergie.

7. Les énergies renouvelables et le leurre des écologistes

Les énergies renouvelables sont présentées comme étant propres et écologiques.

Le développement massif de ces énergies est le pilier de la propagande écologiste.

Il s'agit essentiellement des éoliennes. L'énergie photovoltaïque (solaire) ne fait pas le poids pour entrer dans un programme politique.

Il est bien consolant dans notre Société hyper industrialisée, où il nous est demandé de vivre avec le risque, de penser que la nature pourrait satisfaire (avec le vent par exemple) la majeure partie de nos besoins énergétiques et cela sans aucun risque, sans déchets, sans souci des catastrophes.

Tous ceux qui partagent ce fantasme se gardent bien d'analyser les problèmes posés d'une façon quantitative et chiffrée.

Un excès de valeurs numériques en France et ailleurs

Notre Société souffre d'un excès de valeurs numériques, toutes les activités n'ont de sens que par des mesures, des nombres. Mais si l'on dit que l'on peut éviter le nucléaire en construisant des éoliennes on est bien obligé de comparer ce que notre parc électronucléaire produit et ce que peuvent produire les éoliennes !...

La vérité des faits donnée par la comparaison

Le Danemark est souvent cité en exemple pour son énorme parc éolien mais on ne signale pas (sciemment ou par ignorance) que ce pays produit 85% de son électricité avec du charbon, du fioul et un peu de gaz.

L'Allemagne aussi est mise en exergue alors que son énorme développement éolien n'a produit que 1,6 % de son électricité en l'an 2000 !

Faut-il rappeler qu'un réacteur nucléaire a une capacité de 1000 MWe avec une efficacité de 80% alors qu'un groupe d'éoliennes de chacune 2,5 MWe X40 aurait une puissance nominale de 10 MWe et une production électrique qui ne dépasserait pas 30 MWe. L'électricité photovoltaïque à l'échelle de la France est aussi un fantasme qui ne permet pas de sortir du nucléaire même si on rajoute l'éolien.

Les économies d'énergie et les écologistes

Les écologistes jouent beaucoup sur ce thème mais ils n'abordent que les économies d'énergie domestique alors que la consommation domestique électrique ne représente pas plus du tiers de la consommation électrique totale !

Demander aux citoyens de réduire leur consommation est un LEURRE.

Les écologistes ne s'attaquent pas aux gros consommateurs : les producteurs d'aluminium, les transports SNCF, etc...

Incidemment, préconiser le transport par train pour éviter la pollution des villes c'est escamoter que le transport SNCF est producteur de déchets nucléaires puisqu'il fait fonctionner le cœur des centrales nucléaires...comme les voitures électriques et les climatiseurs d'ailleurs. Vincent BOLLORE s'est d'ailleurs fait rappeler à l'ordre lorsqu'il a voulu faire sa publicité sur ses voitures électriques « propres ».

Enfin, s'adresser essentiellement aux particuliers est un acte honteux de culpabilisation de l'individu en omettant (sciemment ou non) de préciser que l'essentiel ne se situe pas chez lui.

8. Les dégâts financiers du nucléaire et le Développement Durable

Il faut rappeler des faits incontournables lorsque l'on veut se risquer à parler bêtement de « Développement Durable ».

Pour rappel : 90% des moyens de recherche en Europe sont accaparés par le nucléaire et aux énergies non renouvelables.

Le seul réacteur « Superphénix » a coûté, pour sa construction et son « fonctionnement » de 1986 à 1996, 7,7 milliards d'euros (source : évaluation de la Cour des Comptes en 1998). On prévoit pour l'instant 8 milliards d'euros pour son éventuel « démantèlement »...que l'on ne sait réaliser à ce jour !

Le système EURATOM : 750 millions d'euros pour financer la recherche en fusion nucléaire (possibilités techniques très improbables à réaliser vu les difficultés dénoncées par les physiciens eux-mêmes).

Le projet EPR : faire du « neuf » avec la technique classique des réacteurs actuels. 3 milliards d'euros pour la France selon la Commission des Finances de l'Assemblée Nationale à travers un témoignage du Président d'EDF le 18 septembre 2002...prévisions largement dépassées à ce jour !

D'autre part, il faut rappeler que l'EPR est encore dans les ennuis techniques.

Pendant les 50 dernières années, les contribuables français ont dépensé environ 1500 milliards de francs pour leur armement nucléaire (Francs utilisés volontairement comme référence). Un des résultats en 2003 : 370 bombes en France représentant chacune 7 à 10 fois la bombe larguée sur HIROSHIMA.

Un nouvel effort a été effectué jusqu'à nos jours pour renouveler la panoplie des bombes, missiles, avions et autres sous-marins de la quatrième génération.

Quelques 3 milliards d'euros, c'est le prix (sans les avions) qu'avait coûté le porte-avions « CHARLES DE GAULLE ». Et c'est encore 3 milliards d'euros que coûtent les 48 missiles à tête nucléaire dernier cri (les M51) destinés à 3 des 4 sous-marins français lanceurs de missiles mer-sol, pour remplacer le modèle M45.

Le coût global de ces engins avec leur nouvel équipement s'élève désormais à 17 milliards d'euros...mais rien ne sera jamais trop cher pour notre belle Marine Nationale...

Les prévisions les plus folles sont données pour le nucléaire « civil » d'ici 30 années...sans réellement prendre en compte les déchets nucléaires à venir.

Toutes les prévisions financières sont volontairement réalisées avec des « projections basses » par les organismes officiels...de peur d'affoler le législateur et les citoyens.

L'abandon du « retraitement » des déchets nucléaires (certains déchets, pas tous) économiserait 8 milliards d'euros soit plus de 10% des dépenses éventuelles estimées basses à venir pour le parc nucléaire existant.

En choisissant, dès la mise en place des structures du nucléaire dit « civil », le stockage direct sans « retraitement », la France aurait économisé 30 milliards d'euros soit 350 millions d'euros par an.

STOP !...n'en rajoutons plus ! C'est l'OVERDOSE.

Non seulement l'utilisation du nucléaire à ces hauteurs financières élimine de fait ce que certains appellent « le Développement Durable » mais cela vitrifie, si l'on peut dire, tout autre projet sérieux.

En outre, aucun pays ne peut être assuré d'une stabilité financière de plusieurs décennies voire de plusieurs siècles. Investir dans le nucléaire est donc équivalent à une hypothèque du présent et de l'avenir d'une façon égoïste et irresponsable.

9. Les liens Environnement-Santé pour une Société écologique et durable

A ce stade de l'exposé, je pense qu'il faudrait dire qu'un jour l'on « mette sur le tapis » TOUS LES RISQUES. Il faudrait aussi souligner le désengagement de l'Etat de ses devoirs essentiels de protection des citoyens.

Préambule : un survol des nuisances chimiques

L'inventaire européen des substances chimiques commercialisées compte 100 000 appellations.

On estime que 30 000 de ces molécules sont produites à plus de une tonne par an, dont 10 000 à plus de dix tonnes. On ne sait presque RIEN de leur impact sur l'environnement et sur la santé humaine...Seules 31 (!) d'entre elles ont fait l'objet d'études toxicologiques complètes.

Aucune étude n'existe pour monter l'interaction entre différents toxiques. Tous ces produits, quasiment indestructibles, s'accumulent dans les organismes. Ces substances sont fortement suspectées d'être responsables, entre autres, de la multiplication du nombre de cancers, de leucémies, de l'explosion des allergies et de la baisse du nombre et de la qualité des spermatozoïdes de moitié en 50 ans.

Quelques exemples de ces produits

Les phtalates utilisés dans les cosmétiques et les plastiques. Les retardateurs de flamme comme le déca-BDE que l'on retrouve partout : dans les téléviseurs, le matériel électronique, les sièges de voitures, etc...

Les pesticides évidemment. Les dioxines bien entendu. Les PCB utilisés comme isolants électriques. Le méthylmercure à MINAMATA. L'iosoyanate à BHOPAL. Le chlorure de vinyle, les aflatoxines, les nitrosamines, l'éthylaminobenzène, le méthylchlolantrène, le benzopyrène, le toluène, le formaldéhyde, l'amiante, etc...

Evidemment, les industriels producteurs de ces produits nient officiellement tout effet notoire sur la santé...et pourtant 100 000 tonnes de pesticides sont déversés chaque année en France dont 75% dans les cours d'eau et 57% dans les nappes phréatiques.

Le désengagement de l'Etat

L'Etat ne s'engage pas dans son devoir de protection de la Santé Publique. Là où il aurait fallu surveiller les effets de la modification artificielle croissante des milieux, de l'instauration continue de nouvelles pratiques non encore éprouvées, l'Etat a laissé se développer la dégradation sans surveillance de la Santé Publique.

La puissance croissante des grands groupes économiques, aujourd'hui mondiaux, le fait que l'Economie néglige, voire profite de la dégradation de la Santé et des Biens élémentaires constituant les racines de la Vie, devraient nous conduire à nous unir pour informer (ce qui n'est pas fait) et proposer une autre voie : une économie utile à la Santé et aux Biens qui la conditionnent, racines de la Vie.

Une « chosification » de l'individu

La destruction de l'Environnement bio-chimique (dénaturation des milieux), la destruction de l'environnement Mental (règles civiques qu'observent entre eux les membres des sociétés animales), conduisent à la destruction des corps, des personnalités, à la destruction de la santé physique et mentale de nos concitoyens. Alors que depuis la fin du 19^e siècle, les maladies surtout infectieuses avaient régressé, le développement industriel sans précaution de l'après-guerre s'est insidieusement accompagné d'une croissance de l'ensemble des maladies et de l'apparition de maladies nouvelles. La population française n'est pas informée, malgré les cris d'alarme acharnés de certains Organismes internationaux et de médecins.

Une recherche étroite évince l'observation clinique, l'innovation méthodologique et les déterminants nouveaux des maladies

La recherche néglige l'observation clinique, qui pourtant montre des liens (simultanés ou successifs, reproductibles, entre divers phénomènes) et ouvre la voie à la recherche fondamentale (déterminants, mécanismes, traitements étiologiques).

Parallèlement, la recherche publique ne s'intéresse qu'aux aspects débouchant sur des technologies à haute valeur ajoutée. Ainsi l'INSERM consacre 35% d'unités à la Génétique ciblée sur l'homme, mais 9% à l'impact des pollutions sur la santé. Le CNRS, sciences de la Vie, ne comporte aucune Unité concernant ce secteur.

Mieux ! Aucune Unité de recherche, dans l'ensemble des Unités de Toxicologie, ne s'intéresse à la potentialisation des mélanges de polluants. Seuls sont stigmatisés les polluants choisis, entrant pourtant en synergie avec les polluants subis, synergie pouvant atteindre l'ordre du million !

La santé se dégrade

La Santé Publique se dégrade en France. De multiples sources d'informations convergent pour l'indiquer.

Les travaux du CREDES réalisés par une méthode objective minutieuse, montrant un doublement des morbidités (taux de maladies) de 1970 à 1991, et une croissance à tous âges sont passés sous silence.

En outre, des Universitaires ont lancé des cris d'alarme dans les années 1980, rapportant l'aggravation en nombre, en gravité et en précocité de nombreuses maladies, en quelques décennies, dans les journaux médicaux. A cette époque, ils étaient encore libres de leur expression. Cris étouffés à partir de 1990 où les « Observations » attestant d'une dégradation sanitaire ont été censurées. Probablement sous l'influence des payeurs (les publicistes, les industries pharmaceutiques).

Mais ce sont aussi de nombreuses mortalités qui progressent, témoignant que pour ces maladies, la croissance des coûts de la Santé accompagne une régression de l'efficacité de la médecine. C'est le cas de nombreuses infections, inflammations et surtout de cancers.

Cette dégradation est liée :

- Au brassage des populations, à l'abandon des règles sanitaires élémentaires,
- A la dégradation des déterminants environnementaux de la Santé,
- Au non-respect par l'Etat des injonctions sanitaires du Code de la Santé Publique,
- Au choix délibéré de privilégier l'Economie sur la Santé Publique.

Les racines de cette dégradation

Cette dégradation a des racines en amont de la Santé, dans l'Environnement global. Or la détérioration chimique de l'Environnement est stigmatisée de façon sélective.

L'accent est mis, à juste titre, sur la responsabilité individuelle de la population dans la détérioration de son environnement par les comportements « choisis » (tabac, alcool, drogue, etc...) alors que la responsabilité publique dans la dégradation de l'ensemble des milieux de vie (air, eau, sols, aliments) n'est jamais évoquée, et pénalise pourtant l'ensemble de la population.

Les réponses proposées

Les réponses proposées pour prévenir la dégradation sanitaire sont tout aussi sélectives.

Sont développées de façon explosive les thérapies préventives ou curatives ciblées sur la population : thérapies géniques, biomolécules, médicaments-aliments que l'Etat finance largement dans un but louable de compétition internationale.

Alors que les recherches ciblées sur le rôle des facteurs de l'Environnement sur la Santé ne sont ni développées, ni aidées, tandis que la compétition économique se jouera sur ces deux plans !

Non informée, la population ne participe pas aux choix adaptatifs de la Société auxquels pourtant la « Démocratie » l'invite à participer dans les textes.

L'information partielle des populations

L'Etat n'informe que partiellement les populations ce que de nombreux responsables déplorent.

Quelques exemples de désinformation :

- « La Santé s'améliore », alors que c'est en fait la longévité qui augmente, parallèlement aux contraintes et dépendances thérapeutiques.
- « Les cancers augmentent à cause de facteurs choisis comme le tabac et l'alcool », alors que les nouveaux facteurs subis par la population à son insu augmentent ses risques.
- « Les Normes sont garantes de non-nocivité », alors qu'établies pour des polluants isolés, elles sont invalides pour des mélanges ce qui est, en fait, la triste réalité.

10. Effets des pollutions sur le Vivant

Les polluants dans l'eau, les aliments, l'air et le sol rencontrent nos tissus, s'y infiltrent, comme ils infiltrent l'ensemble du monde vivant, organisé et agissent sur les cellules.

Une action qui s'opère en trois étapes

1 / D'abord au niveau des Organes barrières : outre la peau, les appareils digestifs, respiratoire et uro-génital.

Les polluants attaquent tous les éléments des cellules des muqueuses et en perturbent les fonctions (cf. WOLUM, STENBERG, JENSEN) :

- la membrane qui devient plus perméable,
- les ribosomes et les mitochondries, sièges de synthèses complexes, et des fonctions vitales de la cellule,
- le noyau, siège de toutes les commandes, de la réparation et de la reproduction cellulaires,
- mais également le réticulum endoplasmique, organite détoxiquant très développé dans les cellules des organes barrières.

En somme, les polluants désorganisent les fonctions cellulaires, affaiblissent la résistance des cellules et entraînent une dénaturation des tissus, amorçant le processus d'auto-immunité.

Les polluants attaquent aussi les cellules immunitaires (lymphocytes, macrophages), largement répandues sur les muqueuses, conduisant à une diminution de leurs fonctions de défense, à une perturbation de leur métabolisme.

2 / Les polluants sont ensuite transportés dans les organes profonds, via le sang et la lymphe, dans lesquels ils développent des pathologies toxiques et immunes.

3 / Les polluants non éliminés se fixent sur les Tissus et se distribuent dans l'ensemble des Organes et en particulier dans le foie et les reins, organes émonctoires qui tentent de terminer le travail de détoxification (à leurs dépens d'ailleurs car leurs cancers augmentent) quand ils ne sont pas débordés dans les organes hématopoïétiques.

Une interférence dangereuse et insidieuse

L'abondance des polluants interfère aussi indirectement avec les fonctions complexes comme la nutrition, les hormones, l'embryogénèse, le développement.

La pathogénicité de l'Environnement croît donc avec la pollution généralisée et exerce une pression toujours plus forte sur la Génétique, c'est-à-dire sur la susceptibilité familiale de résister aux agents pathogènes contenus dans l'environnement, qu'ils soient naturels ou anthropiques.

C'est ainsi que l'on voit des maladies familiales, initiées par des facteurs d'environnement, survenir de plus en plus précocement dans des générations successives. Ici, la « génétique naturelle » est dans l'impossibilité de faire face à des agressions artificielles pour lesquelles ses moyens ne sont pas programmés.

11. Les polluants se potentialisent à des concentrations très inférieures aux normes

Des études, nombreuses maintenant, montrent que les maladies se développent malgré le respect des normes.

Les risques existent :

1 / A court et long termes :

22 polluants à des concentrations usuelles, inhalés pendant 2h15 par des sujets sains, induisent chez eux des symptômes réversibles : inflammation respiratoire, oculaire, troubles intellectuels, à des concentrations de 1000 à 1000 000 fois inférieures aux « Normes ».

Qu'en est-il quand l'exposition est à des milliers de produits simultanément, pendant des décennies, par l'air, l'eau, les aliments ? (cf. étude MOLHANE)

Dans l'industrie du Verre, par exemple, le personnel est exposé à une quinzaine d'éléments identifiés : composés métalliques et autres, à l'état de traces, à des concentrations inférieures aux « Normes ». On y observe un excès de cancers digestifs, ORL, pulmonaires, et de maladies cardio-vasculaires (cf. étude WINGREN, ALEXON).

Il en est de même dans de nombreuses autres industries, comme dans les villes et à proximité des zones à fort trafic routier.

Que dire aussi des lieux professionnels ou des lieux publics et privés où existent une pollution radioactive et chimique ? (anciennes mines d'uranium, gaz radioactif RADON qui deviendra un problème MAJEUR DE SANTE PUBLIQUE...).

Les risques existent :

2 / Quel que soit le climat ou la génétique des populations

Des liens entre la présence de particules atmosphériques et la mortalité ont été remarqués sous différents climats et pour des populations différentes, pour des polluants à des concentrations courantes inférieures aux « Normes » (cf. étude OSTRO).

3 / Les polluants présentent plusieurs modes d'action

Les métaux à très faibles concentrations agissent comme catalyseurs de réactions chimiques, certaines molécules modifient les métabolismes dans l'organisme et y produisent des inflammations et des dépôts. Ce qui explique le débordement des systèmes de défense (cf. étude GOYER).

La faible concentration des polluants ne constitue donc pas un gage d'innocuité.

12. Pollution de l'eau, des sols et des aliments

Aux risques anciens, liés à des pratiques peu « hygiéniques », la civilisation moderne a substitué d'autres risques innombrables, plus insidieux, dont l'eau, les sols et les aliments.

Polluants issus de la pollution passive des sols cultivés :

Les sols cultivés reçoivent les pluies lavant l'atmosphère encombrée d'un nombre croissant de polluants provenant :

- des transports (hydrocarbures aliphatiques et aromatiques, particules de carbone, métaux lourds, éléments réagissant avec les composés de l'atmosphère) qui continueront à croître, avec le développement continu des transports terrestres et aériens, avec le développement de la population mondiale,
- des chauffages urbains et des centrales thermiques (hydrocarbure, soufre et particules) fonctionnant encore grâce aux combustibles fossiles,
- des incinérateurs qui se multiplient (dioxines, métaux, phtalates entre autres) souvent isolés au milieu des cultures céréalières et maraîchères ou carrément en pleine ville,
- on peut rajouter les boues résiduares de l'épuration des eaux, utilisées comme « engrais » (contenant solvants, détergents, métaux, éthers de glycol, pseudo-œstrogènes), ce qui était toléré autrefois mais devient très scandaleux aujourd'hui.
- Il y a les décharges d'ordures ménagères sauvages ou « contrôlées » (!), produisant des lixiviats (dioxines, phtalates, etc...) qui voyagent dans les sols et les eaux périphériques, qui peuvent émaner des décharges toxiques (classe 1) après

glissement de terrain, incendie, inondation ou suivant les strates géologiques de perméabilité différente.

- On a les rejets industriels directs, les entrepôts chimiques, tous les sites contaminés par des produits radioactifs comme, par exemple, les anciennes mines d'uranium qui contiennent les $\frac{3}{4}$ de la radioactivité initiale désormais activée et libérée...plus les produits chimiques de traitement et surtout le descendant radioactif RADIUM 226 de la famille de l'uranium classé par l'administration comme « très radiotoxique ». Tous ces composés chimiques et radioactifs sont libérés dans les eaux, les sols et l'air (comme le RADON, descendant radioactif du RADIUM 226) polluant ainsi le voisinage voire beaucoup plus loin puisque se fixant dans les nuages ou les sédiments...
- On a aussi les engins agricoles motorisés qui concentrent dans la terre les émissions de leurs moteurs diésels.

On rencontre les polluants issus :

- des pratiques choisies par l'Agriculture intensive qui introduit plusieurs fois l'an, engrais mais surtout herbicides, insecticides, fongicides, bactéricides, molluscicides dont de nouvelles formules sont sans cesse mises au point avant que leur impact à terme ne soit décelé, leur biodégradabilité n'étant pas immédiate. Ceci malgré une efficacité décroissante, de même que l'usage excessif d'antibiotiques chez les espèces supérieures induit une surenchère continue de l'usage de ces produits, associée à des résistances croissantes.

- du traitement médicamenteux des animaux tenus artificiellement en vie avec des facteurs de croissance, des anabolisants, des antibiotiques, des tranquillisants et des hormones diverses.

- des pratiques de l'Industrie Agro-alimentaire introduisant un nombre croissant et considérable d'additifs (parfois une vingtaine dans un même aliment par exemple les hamburgers), qui participent à la sélection de la flore intestinale commensale et à sa virulence croissante. A ceci s'ajoute d'innombrables « innovations » douteuses comme les antiagrégants dans le sel, l'huile désodorisée, l'aspartame, etc...

- des risques de la Transgénie qui, apportent un avantage pour la survie des végétaux, pourrait véhiculer de nouvelles propriétés biologiques pour l'heure inconnues,

- des risques liés aux Industries des emballages, matières plastiques solubles dans les aliments et surtout dans les graisses pour le conditionnement des huiles, beurres, margarines mais aussi de l'eau embouteillée qui voient leur teneur en dérivés plastiques croître avec le temps de contact et la température,

- des innombrables innovations de l'Industrie Ménagère avec le revêtement plastique des poêles à frire, chauffé à 120° par exemple.

La nature des pollutions alimentaires diffère quelque peu selon l'origine des aliments, et la prédominance des activités humaines selon les lieux. Cependant leur diffusion plus ou

moins rapide tend à les homogénéiser à l'ensemble de la planète comme le DDT, le plomb dans les glaces polaires.

Aux aliments, il faut ajouter les Médicaments dont la consommation croît, auxquels de nombreux additifs (25 dans certains médicaments destinés aux nourrissons) sont associés, et bientôt les Alicaments préparés afin d'en simplifier et d'en banaliser les prises.

Outre ces pollutions, il faut signaler le déficit généralisé en Magnésium des sols et des plantes, car les engrais apportent azote, potassium et phosphore, mais oublient le magnésium, ce qui conditionne un déficit généralisé de cet élément pour l'ensemble des végétaux et les hommes qui les consomment, générant une obligation d'incorporer le magnésium dans la pharmacopée : 2000 enzymes utilisent le magnésium comme catalyseur. (cf. étude de J. BOUCHER)

13. La pollution de l'air

Il n'existe pas « quelques » polluants comme nous l'indiquent les organismes officiels de mesure des milliers de polluants dans l'air extérieur.

Si quelques polluants industriels ont eu tendance à régresser (So₂, Pb), ils ont rapidement été remplacés par la croissance du nombre des sources dont les incinérateurs appelés à croître encore.

De même, malgré les progrès, les polluants liés aux transports continuent à augmenter avec le nombre de véhicules.

Ce sont :

- Ceux qui sont liés à un défaut de combustion des hydrocarbures : outre l'oxyde de carbone déjà cité (Co), des aldéhydes (crotonaldéhyde, formaldéhyde, acroléine), des hydrocarbures (linéaires et cycliques, polycycliques), des peroxydes et fumées noires, toujours présentes dans les atmosphères urbaines, les furanes.
- ceux qui proviennent du combustible : le dioxyde de soufre (So₂), mais aussi l'acide sulfurique (So₄H₂), ceux qui proviennent des constituants de l'air : les oxydes d'azote (Nox) mais aussi l'acide nitreux, l'acide nitrique, l'acide cyanhydrique, l'ammoniac, les nitrates.
- Il y a également les métaux qui ont une double origine : soit des additifs au carburant ; outre le plomb, on a le chrome, le manganèse, le baryum, le vanadium, des hydrocarbures halogénées, chlorés ou bromés, soit des métaux qui proviennent de l'usure des voitures ou des routes ; le fer, l'aluminium, le chrome, le cuivre, le cadmium, le zinc, l'amiante.

Par contre, nous sommes informés du fait que les UV, dont nous ne sommes pas responsables, ainsi que les Radicaux libres qu'ils produisent, sont la cause de la formation d'Oxydants et génèrent l'ozone (cf. étude de ROUSSEL).

Tous ces polluants s'ajoutent à ceux de l'intérieur, dont les composés organiques volatils, soient 360 dénombrés : produits de chauffage, de bricolage, de ménage, de jardinage et aérosols divers, émanations de polymères.

N'oublions pas enfin tous les composés (6000 au bas mot) sortant de la combustion d'une cigarette dont les composés radioactifs comme le plomb, le polonium et le bismuth qui irradient fortement localement les bronches et les alvéoles des fumeurs et des voisins non-fumeurs. Mais, grand secret tabou dans les Instances officielles, il ne faut surtout pas dire que ces descendants radioactifs participent aux 60 000 morts par an dus au tabac car cela serait reconnaître officiellement l'action dévastatrice des faibles doses radioactives sur la Santé Publique...cela pourrait, de ce fait, remettre en cause de très nombreux dossiers liés au nucléaire.

Enfin, l'air intérieur est aussi très pollué par les descendants du gaz radioactif RADON (les mêmes que ceux libérés par une cigarette en train de se consumer).

Là aussi, c'est un sujet très grave puisqu'il est classifié cancérigène chez les humains par des Organismes Internationaux ou par le Centre International de Recherche sur le Cancer. C'est un dossier encore plus important que celui de l'amiante puisque le sérieux (en tout cas officiel) organisme IRSN (Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire) fait une projection basse statistique de 5000 morts par an dus au RADON en France.

D'autres chercheurs, considérant que l'Etat français minimise volontairement les effets (cf. force de frappe nucléaire et centrales nucléaires !), indiquent 15 000 décès par an...

D'ailleurs l'OMS (Organisation Mondiale de la Santé) considère comme « problème majeur de Santé Publique » le phénomène radon...mais pas la France même s'il existe des décrets s'inspirant d'une très mauvaise directive européenne EURATOM du 13 mai 1996. Malgré cela, le sujet est « enterré » par les Instances officielles...sciemment.

Toute cette argumentation et démonstration est là pour montrer que le « Développement Durable » est une vaste tromperie !

14. Un risque essentiel mal pris en compte : la catastrophe nucléaire

L'essentiel du danger qui menace notre Société c'est le risque d'un accident grave, d'un désastre nucléaire sur un site « civil » ou militaire. Une non prise en compte de cette possibilité (par l'Etat et par certains écologistes) est CRIMINELLE (TCHERNOBYL et FUKUSHIMA) et si les citoyens ne réagissent pas vis-à-vis de ceux qu'ils élisent ils devront être considérés comme COMPLICES des décideurs s'il y a une CATASTROPHE !

La catastrophe niée officiellement par EDF est pourtant reconnue comme de plus en plus probable dans les années à venir en interne...par EDF et par certaines Instances Officielles puisque l'on peut lire de telles informations dans, par exemple, les Plans Particuliers d'Intervention (même s'ils sont très mauvais) déposés dans les Préfectures. On peut lire

dans ces documents « qu'une catastrophe sur une centrale nucléaire française condamne, de fait, tout le pays. » Parler de « Développement Durable » est, encore une fois, dans un tel contexte un LEURRE, une MYSTIFICATION délibérée, un MENSONGE, une MANIPULATION des consciences...

15. Accepter le concept du « Développement Durable » c'est accepter les risques !

A / Comment définir l'acceptabilité du risque ?

Si le risque naturel est acceptable, après que l'on ait fait le maximum pour tenter de le supprimer ou de le réduire, le risque anthropique créé par l'homme est inacceptable et confine à l'homicide.

1 / L'acceptabilité est un concept créé par des théoriciens de l'économie, dans l'abstrait ? Or, l'abstrait doit prendre ses racines dans le concret. Elle repose sur l'imposture du risque sanitaire chiffrable.

2 / L'acceptabilité permet de monnayer la Vie, la souffrance, la dégradation de la Santé, la dépendance de nos congénères aux techniques de réparation et de « gestion du vivant », au gré des choix marchands.

L'acceptabilité permet de monnayer la disparition des biens naturels adaptés à notre biologie, et jusqu'ici gratuits, l'acceptabilité permet de monnayer la dépendance croissante des hommes aux corporations, à l'asservissement des populations.

3 / L'acceptabilité contient en elle le principe, éminemment pervers, que l'Homme est au service de l'Economie, alors que l'Economie, avec toutes les activités qu'elle recouvre, est au service de l'Homme. Accepter la destruction de l'Environnement et ses risques, c'est porter atteinte à ceux qui n'ont plus RIEN !

4 / Enfin, l'acceptabilité du risque anthropique, c'est la capitulation de la défense des « Droits de l'Homme » élémentaires : respirer, manger, boire des éléments non empoisonnés par l'Homme lui-même.

B / Des arguments pour l'acceptabilité de la suppression

du risque anthropique

1 / Les thérapeutiques préventives et curatives, ciblées sur les hommes se développent parallèlement à leur asservissement, désormais incapables qu'ils sont, de survivre sans elles. Il faut prévoir une radicalisation de cette tendance.

- Les infections augmentent de façon exponentielle et les micro-organismes, virus en particulier, progresseront du fait de leur avantage dans la compétition (nombre et rapidité de reproduction).
- Les Antibiotiques deviendront un aliment incontournable, malgré les résistances croissantes observées chez les germes.
- La thérapie génique, loin de se cantonner aux maladies mono géniques, est en voie d'utilisation dans les maladies environnementales, sans que leurs causes n'en soient réellement recherchées.
- L'électronique entre dans la gestion des pathologies (projet dans la surveillance des vaccinations des nourrissons et des prothèses) ...à quand la surveillance électronique préventive de nos émotions, de nos angoisses, de nos révoltes intérieures ?...

2 / Ces techniques sont encouragées par la dégradation continue de la Santé :

- Le taux global de maladies, qui a doublé en 20 ans en France, poursuivra sa progression à tous âges. Les mortalités progresseront à nouveau, comme c'est le cas de l'Est Européen et peut-être des USA...
- Les malformations congénitales continueront à progresser, dans les pays retardataires pour la protection de l'Environnement.
- Ceci explique en partie l'augmentation des coûts de Santé qui croissent avec le PIB qui croît lui-même avec les pollutions...
- On encourage les placements spéculatifs sur les grandes multinationales pharmaceutiques, beaucoup moins sur les techniques nouvelles. Ces prévisions sont admises, mais les causes de ces choix sont dissimulées à la masse de la population...

3 / Le danger n'est pas l'évolution de la technique, incontournable, c'est le décalage dans le temps entre :

- d'une part l'évolution rapide des techniques de « maîtrise du vivant »,
- et d'autre part, l'extrême lenteur de l'évolution des techniques de protection de l'Environnement.

16. Conclusion

Il faut utiliser des énergies propres, renouvelables qui sont à notre portée et, en un premier temps, utiliser les énergies actuelles *afin de sortir rapidement du nucléaire.*

Par exemple EDF, pour ne parler que du charbon (le plus abondant en réserves...donc qui sera utilisé), vend à l'étranger des centrales à charbon propres avec four « LFC » (lit fluidisé circulaire) propre et filtrage propre et en même temps ferme en France tout ce qui n'est pas nucléaire afin d'imposer dans les faits et les consciences qu'il n'existe que le nucléaire...

Il faudrait développer la Recherche Environnementale en France, au CNRS, à l'INSERM, par exemple, et fournir les moyens financiers nécessaires afin de sortir du « faire-valoir » présenté par toutes les multinationales pour continuer à utiliser en réalité, qui du pétrole, qui du nucléaire.

Il faut inventer des techniques propres :

- Des entreprises hermétiques ne laissant rien filtrer dans l'air, l'eau, les sols.
- Le captage de toutes les émissions de fabrication et la réintroduction des matières premières dans les circuits.
- Les substances à dégradation ultra-rapide.
- Les recyclages intégraux, la suppression absolue des décharges de toxiques.

Pour ces nouvelles technologies, comme on a inventé un GENETHON pour l'identification des gènes, pourquoi ne pas inventer un POLLUTHON et réellement informer la population, ce qui permettrait de créer ces nombreux emplois qui nous manquent pour ce troisième millénaire ;

La technique peut tout pour les machines (eau parfaitement pure pour certaines techniques d'analyse) : elle doit être aussi performante pour préserver l'Environnement, la Santé et l'Indépendance des Hommes.

17. Depuis les années 1800 : Les ravages du capitalisme

Le capitalisme en naissant a pollué de plus en plus la nature. Ne comptait désormais que le profit des gros actionnaires, de l'industrie et de la finance. Mais quand le risque et la pollution ne touchent que les pays pauvres, ces capitalistes ne bougent pas le petit doigt. 30 000 personnes meurent chaque jour, de maladies dues à l'impossibilité d'avoir de l'eau potable. Là, rien ne se décide. Pire, des industriels européens envoient en Afrique leurs déchets, par millions de tonnes. S'en débarrasser en Afrique leur coûte dix fois moins cher que de les éliminer en Europe. Toujours la loi du profit.

Le coût de la vie d'après la Commission Internationale de Protection Radiologique est écrite : 100 000 dollars dans un pays riche...33 fois moins dans un pays dit « sous-développé ».

18. Les riches /Les pauvres

Les plus puissants ont trouvé le moyen de faire du fric aussi avec la pollution ;

Vous voulez de la planète propre sans nous virer ? On va vous en donner en vous le faisant payer. Toute une éco-industrie s'est ainsi créée. Chaque grand groupe a monté des filiales dans le traitement des eaux, de l'air ou des déchets, les pots catalytiques ou l'essence « propre » (Vivendi environnement, Onyx, Sita, Saur,...)

Cette solution est choquante. C'est un double gâchis : les mêmes capitalistes font du fric deux fois. En polluant d'une main et en dépolluant de l'autre. Et pendant que les pays dominés restent pauvres et sans avenir, dans les pays riches, la Société se divise aussi en une partie qui ne peut se payer de la nourriture dite « bio » et des voitures « propres », et ceux qui ne peuvent pas se payer de voiture et manger de la très mauvaise nourriture.

19. Les contradictions de notre Société

Nous sommes plus de 6 milliards d'êtres humains sur Terre.

Depuis 20 ans, il y a assez de production agricole pour pouvoir nourrir tout le monde. Même l'explosion de la population que l'on a longtemps crainte est derrière nous. Depuis 1965, le taux de reproduction baisse. La population de la planète devrait s'arrêter vers 13 milliards d'habitants d'ici un siècle et demi. Or, la Terre, selon certains, peut nourrir 15 milliards de personnes. Il y a assez d'eau et de réserves en énergie...mais pour combien de temps ?...

Il y a assez au total, mais certains possèdent énormément et d'autres RIEN ! Ce n'est pas l'égoïsme de l'homme en général qui est en cause. C'est celui du capitalisme, espèce particulièrement nuisible dont il faudrait dépolluer la planète. Je m'empresse de dire tout de même que le collectivisme et la production planifiée ne sont pas meilleurs pour l'équilibre de la Planète et de l'Homme...

Les chiffres officiels du Programme des Nations Unies pour le Développement montrent qu'il suffirait d'une cinquantaine de milliards de dollars par an pour éradiquer la faim, et permettre à tous l'accès à l'eau potable et aux soins de base.

Comment peut-on prétendre qu'il est impossible de mobiliser une telle somme quand nous consacrons dix fois plus à la publicité ou à la consommation de stupéfiants et vingt fois plus l'armement ?

La plupart des raretés à l'origine des grands maux de l'Humanité sont provoquées par la guerre et la cupidité.

Il faudrait changer nos rapports à l'argent au pouvoir et au temps si souvent vécu comme un adversaire...

CARPE DIEM !...

**« Méfions-nous de
ceux qui *aujourd'hui*
se présentent en
gestionnaires
rigoureux pour
demain alors que
nous devons faire face
à leur catastrophique
imprévoyance
d'hier. »**

(Thierry LAMIREAU / 1993) Conférence de presse – LIMOGES -

20. Bibliographie, références

extraits de textes :

- Patrick VIVERET : « Reconsidérer la richesse » (Edition de l'Aube / 2003).
- Jack BEGHIN : « Une pollution méconnue : les toxines nucléaires ».
(Edition Universitaire Inter-Ages / Janvier 1987).
- Wéronika ZARACHOWICZ : « Télérama » n°2833 du 28 avril 2004.
- Benjamin DESSUS : « Energie : un défi planétaire » (Edition Belin).
- Jean-Louis BUGAREL : « Lettre d'Information du Réseau Uranium et d'Action Environnement » n°3 / 1997.
- Documents EURATOM de 1996 et de 2002.
- Commission des Finances de l'Assemblée Nationale du 18 septembre 2002.
- Documents du ministère de l'Industrie de 1997.
- « Le Canard Enchaîné » du 26 janvier 2005.
- Evaluation de la Cour des Comptes de 1998.
- Institut National de l'Environnement (2004)
- « L'Ouvrier » du 22 septembre 2002.
- Roger BELBEOCH, physicien : « Lettre d'Information n°89 et 90 de novembre 2001 et février 2002 du « Comité Stop Nogent Sur Seine ».
- Association pour l'Information en Santé Publique du 3 janvier 1997 par le Docteur G.VUE .DESSINGUE.
- Inventaire Européen des Substances Chimiques Commercialisées en 2004.
- Documents INSERM / CNRS / CREDES de 1998.
- Code de la Santé Publique de 2004.
- Documents de la revue « Nature » de 2003.
- Conférence Nationale de l'Environnement du 13 juin 1994.
- « Caisse de l'Etat et Ecologie » (Internet / Anonyme en 2005)
- Albert JACQUARD : « Le Souci des pauvres » en 1996.
- Charte de l'Environnement (France / 2005)
- Déclaration de RIO (1992)

- **Traité de MAASTRICHT de 1992.**
- **Traité de Nice de 2001.**
- **Loi BARNIER (1995)**
- **Documents de l'Académie de Médecine : (Charles PILET en 2004)**
- **Hubert REEVES : (Transcription écrite d'une intervention sur France INTER en 2003)**
- **Office Parlementaire des Choix Scientifiques et Technologiques de 2004.**
- **Documents de l'OMS : « LE RADON » (2001).**
- **Documents de « l'Observatoire du Nucléaire » (2014 et 2015).**

Travail de recherche effectué en Juin 2015 par Thierry LAMIREAU

Réalisateur du film « URANIUM EN LIMOUSIN »

Auteur du blog « Lesoufflecestmavie.unblog.fr »